



PRÉFET DE L'INDRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction du Développement
Local et de l'Environnement**
Bureau de l'environnement

Arrêté préfectoral du 21 JUL. 2020 imposant des mesures d'urgence à la S.A.R.L. Guy SUREL TP concernant l'exploitation de la carrière des Forges sur le territoire de la commune de POULIGNY-SAINT-MARTIN (36).

**Le Préfet de l'Indre,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 511-1, L. 512-20, L. 514-8 et R. 512-31 ;

Vu l'article R. 4412-124 du code du travail ;

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de M. Thierry BONNIER en qualité de Préfet de l'Indre ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2020-05-20-001 du 19 mai 2020 portant délégation de signature à Monsieur Stéphane SINAGOGA, Secrétaire Général de la préfecture de l'Indre ;

Vu le décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante, pris en application du code du travail et du code de la consommation ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2006-05-0051 du 4 mai 2006 autorisant la TARMAC GRANULATS à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière de leptynite et d'exploiter une installation de premier traitement des matériaux et une station de transit des matériaux sur le territoire de la commune de POULIGNY-SAINT-MARTIN ;

Vu la lettre du Préfet de l'Indre en date du 26 novembre 2010 prenant acte de la modification de la dénomination sociale de la société TARMAC GRANULATS en TRMC ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2011-350-0001 du 16 décembre 2011 portant transfert au profit de la société LES PIERRES D'AMBAZAC de l'autorisation d'exploiter la carrière susvisée ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014328-0004 du 24 novembre 2014 portant transfert au profit de la société CARRIERES DE FORGES de l'autorisation d'exploiter la carrière susvisée ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2019 portant transfert au profit de la S.A.R.L Guy SUREL TP de l'autorisation d'exploiter une carrière de leptynite, une installation de premier traitement et une station de transit sur le territoire de la commune de POULIGNY-SAINT-MARTIN ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 17 juillet 2020 ;

Considérant que l'étude nationale demandée par la Direction Générale de la Prévention des Risques au BRGM a identifié la carrière des Forges comme susceptible de contenir des fibres d'amiante ;

Considérant que la confirmation de la présence de telles fibres, pathogènes par inhalation, nécessite des prélèvements dans l'air ;

Considérant que les prélèvements nécessitent préalablement l'établissement d'une stratégie d'échantillonnage ;

Considérant qu'une telle stratégie est également nécessaire pour s'assurer de la bonne protection des travailleurs en application du code du travail ;

Considérant qu'une telle stratégie nécessite l'intervention d'un organisme accrédité ;

Considérant la nécessité d'avoir une approche la plus intégrée possible en matière de protection des travailleurs, relevant du code du travail, et de protection du voisinage, relevant du code de l'environnement pour la question de l'amiante ;

Considérant que le concasseur est par principe, un des éléments de l'exploitation le plus générateur de poussières ;

Considérant que la présence de fibres d'amiante dans le gisement d'une carrière est susceptible de se retrouver dans les poussières émises, donc dans l'air et pourrait ainsi présenter un risque pour les travailleurs de la carrière et pour la population environnante ;

Considérant que le choix d'un organisme accrédité, l'établissement d'une stratégie d'échantillonnage, la réalisation des prélèvements et leur analyse nécessitent deux mois ;

Considérant que les modalités et le délai de convocation de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) rallongeraient l'obtention des premiers résultats ;

Considérant la nécessité d'obtenir rapidement les premières informations en regard des enjeux de santé humaine ;

Considérant qu'il est interdit de commercialiser des produits contenant des fibres d'amiante ;

Considérant, de ce fait, qu'il convient de prescrire en urgence la recherche de fibres d'amiante dans l'air ;

Considérant qu'en vertu des dispositions de l'article L 512-20 du code de l'environnement, ce caractère d'urgence ne permet pas une présentation en CDNPS ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de l'Indre,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La S.A.R.L Guy SUREL TP fait réaliser par un organisme accrédité en application de l'article R.4412-103 du code du travail, une campagne de prélèvements dans l'air en limite d'exploitation, afin de rechercher la présence de fibres d'amiante. L'accréditation qu'il détiendra devra couvrir la réalisation de prélèvements à poste fixe dans l'air ambiant.

L'organisme retenu devra être le même que celui intervenant sur le site au titre du code du travail.

Cette campagne sera précédée d'une stratégie d'échantillonnage afin de déterminer, en raison de la situation locale de l'exploitation (météorologie, topographie, végétation alentour, voisinage, etc.), les points de prélèvements les plus représentatifs.

La stratégie d'échantillonnage devra prévoir un point de prélèvements :

- en amont de la carrière par rapport aux vents dominants, afin de connaître le niveau de fibres d'amiante le plus indépendant possible par rapport à la présence de la carrière,
- à proximité immédiate du concasseur ou d'un élément de traitement des matériaux le plus émetteur de poussières afin de connaître le niveau de fibres d'amiante le plus important sur le site.

Ces prélèvements seront réalisés mensuellement pendant trois mois. Une campagne de prélèvements sera réalisée à l'occasion d'une séance de tir.

Les premiers prélèvements de la première campagne devront être réalisés dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Un compte rendu reprenant l'ensemble des résultats sera produit à l'inspection des installations classées. Ce compte rendu sera établi au plus tard un mois après l'obtention des derniers prélèvements d'analyses.

Toutefois, si la concentration des prélèvements dans l'air excédait 5 fibres/litre, l'inspection des installations classées devra être immédiatement informée.

Article 2 - La décision peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif de Limoges :

- par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans ce même délai de deux mois, la décision peut également faire l'objet :

- d'un recours gracieux, adressé à : M. le Préfet de l'Indre – Direction du Développement Local et de l'Environnement – Bureau de l'environnement – Place de la Victoire et des Alliés – CS 80 583 – 36019 CHATEAUROUX Cedex ;
- d'un recours hiérarchique, adressé à Mme le Ministre de la Transition Écologique et Solidaire - Direction Générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

Article 3 - Le présent arrêté est notifié à la SARL Guy SUREL TP.

Une copie est adressée à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire.

En application de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, l'information des tiers est effectuée comme suit :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie de POULIGNY-SAINT-MARTIN où elle peut être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché pendant une durée minimum d'un mois par cette mairie, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du Maire ;
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Indre, www.indre.gouv.fr, pour une durée identique ;

Article 4 - Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Indre, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Centre – Val de Loire, le Maire de la commune de POULIGNY-SAINT-MARTIN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet
et par délégation

Le Secrétaire Général

A blue ink signature, appearing to be 'SINAGOGA', written over a horizontal line.

Stéphane SINAGOGA

